

TIMOR-ORIENTAL : LA TENTATION DU PARTI-ÉTAT
LA CRISE QUI SECOUE LE JEUNE ÉTAT DU TIMOR-ORIENTAL REVELE LE CONFLIT QUI
OPPOSE LES TENANTS D'UN PARTI HEGEMONIQUE AUX PARTISANS DU PLURALISME
POLITIQUE A L'APPROCHE DES ELECTIONS DE 2007.

Gwenaël Feillard

Depuis quelques mois, le Timor-Oriental est en proie à une instabilité politique qui, s'aggravant, pourrait reléguer « la plus jeune des démocraties » au rang de failed-state (Etat failli). En mars dernier, Mari Alkatiri, alors Premier ministre, limogeait environ 600 soldats, soit près de la moitié des effectifs de l'armée timoraise, qui s'étaient révoltés parce qu'ils estimaient être victimes de discriminations en raison de leurs origines régionales. Ces soldats étaient issus de l'ouest du pays accusé parfois d'avoir été plus conciliant avec l'Indonésie à l'époque où celle-ci occupait le Timor-Oriental (1975-99).

Les combats entre les soldats remerciés par Alkatiri, devenus rebelles, et les forces loyalistes ont fait près d'une trentaine de morts, provoqué des émeutes ainsi que le déplacement de près de 150 000 personnes. Une force multinationale menée par l'Australie est intervenue. Les tensions ont abouti, le 26 juin, à la démission du Premier ministre.



SCIENCES PO

Cet épisode a mis en évidence les lignes de fracture qui parcourent la société timoraise depuis le référendum du 30 août 1999 et l'indépendance effective du territoire le 20 mai 2002 : tensions entre les anciens guérilleros qui avaient pris le maquis contre l'occupation indonésienne, qui dura pendant près de vingt-cinq ans, et les expatriés qui avaient ouvert le front diplomatique à l'étranger, accusés à leur retour, à l'instar d'Alkatiri, de s'arroger la plus grande part des responsabilités au sein de l'appareil d'Etat ; une église, ayant joué un rôle important dans la résistance, omniprésente dans la vie des Timorais, qui voit d'un mauvais œil l'anticléricisme marxisant d'Alkatiri ; une population toujours plus marquée par la pauvreté (taux de chômage de 50 % en 2004), qui s'impatiente de pouvoir bénéficier des richesses pétrolières et gazières du pays.

Mais, plus que tout, les événements récents ont cristallisé la rivalité historique entre deux visions de la nation timoraise : celle de l'actuel Président, Xanana Gusmao, héros de la résistance à l'occupation indonésienne, et celle du Fretilin, le Front révolutionnaire pour un Timor-Oriental indépendant, principal mouvement indépendantiste, dont Alkatiri est aujourd'hui le secrétaire général. A la fin des années 70, le Fretilin adoptait le marxisme comme idéologie officielle. Refusant une idéologisation toujours plus intransigeante de la résistance, Gusmao se désolidarisait du Front en 1987, emmenant à sa suite la branche armée de la résistance, le Falintil.

Se posant en héritier de la lutte pour l'indépendance alors que Gusmao n'avait pas formé de parti rival, le Fretilin recueillait 57 % des voix à l'élection de l'Assemblée constituante du 30 août 2001, devenant la principale formation politique du pays. Ses 55 sièges (sur 88 au total), renforcés par les 6 sièges de l'ASDT (Association sociale-démocrate timoraise), lui permettaient d'obtenir la majorité des deux tiers et de définir ainsi un cadre institutionnel inspiré par le modèle portugais, l'ancien pays colonisateur (du XVI^e siècle à 1975), limitant considérablement les pouvoirs du Président afin de contrer par avance l'influence de Gusmao dont la victoire aux présidentielles de 2002 était largement annoncée. Parti de la résistance et donc « émanation du peuple », le Front estime légitime sa position hégémonique au sein du paysage politique. Le parti développe un réseau militant toujours plus dense et entend faire adopter par le Parlement un projet de loi électorale qui le favoriserait. Les élections présidentielles et parlementaires prévues en 2007 pourraient consacrer le règne de l'« Etat-Fretilin ». L'enjeu aujourd'hui est donc de trouver un

compromis entre le Front et les différents secteurs de la société timoraise, représentés par Gusmao, qui ne se reconnaissent pas dans le parti. Certains espèrent que les derniers événements déboucheront sur une administration transitoire de l'ONU, laquelle a déjà géré le pays entre 1999 et 2002, ainsi que sur la formulation d'un système électoral et représentatif parlementaire plus équitable pour les petits partis. La stabilité du pays dépendra en partie de la disposition du Fretilin à accorder un espace vital aux autres formations politiques, qui sont autant de courroies de transmission de la *vox populi*.